

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 31/05/2018 au 06/06/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique/Etats-Unis

En réponse à la décision des Etats-Unis d'appliquer une taxe sur les importations d'acier et d'aluminium, le Mexique a annoncé des mesures de représailles « équivalentes » : des droits de douane de 5 à 25% sur ses importations de produits sidérurgiques et sur certains produits agroalimentaires en provenance des Etats-Unis (viande de porc, pommes, etc), qui visent avant tout les Etats qui constituent un soutien de D. Trump. La liste complète des produits concernés est accessible au lien suivant : http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5525036&fecha=05/06/2018. Ces derniers ont été choisis de telle sorte qu'ils n'aient pas d'impact sur l'inflation et qu'ils n'affectent pas le panier alimentaire de base de la population mexicaine. De plus, le gouvernement mexicain a annoncé qu'il déposerait plainte auprès de l'OMC au sujet des taxes étatsuniennes sur l'acier et l'aluminium, de la même manière que le Canada. **Par ailleurs, dans le même temps, D. Trump a demandé fin mai l'ouverture d'une enquête sur les importations de voitures, camions et pièces détachées aux Etats-Unis**, qui serait également susceptible de déboucher sur l'imposition de droits de douane (comme cela a été le cas sur l'acier et l'aluminium). Cette escalade qui vise d'abord pour D. Trump à peser sur les renégociations de l'ALENA, risque in fine de les compliquer encore davantage, et d'aboutir à une « guerre commerciale ». Selon les spécialistes, la perspective de signer un accord avant la fin de l'année, en particulier avant les élections mexicaines et étatsuniennes, s'éloigne de plus en plus.

Economie

La valeur de la devise mexicaine a atteint son niveau le plus bas en 16 mois : 20,8 pesos pour 1 USD le 07 juin. Cette chute s'explique par les incertitudes concernant l'avenir de l'ALENA, et a lieu juste avant le sommet du G7, où des confrontations concernant la politique commerciale protectionniste étatsunienne risquent d'avoir lieu.

En mai, l'Indice de Confiance pour le Consommateur a enregistré une augmentation mensuelle de 0,6% (en données désaisonnalisées) (Inegi). Les indicateurs concernant les perceptions quant à la situation économique actuelle et future du pays et des ménages ont affiché des résultats positifs alors que celui mesurant la capacité actuelle des ménages à réaliser des achats de biens durables a baissé.

En mars, l'investissement en brut de capital fixe a diminué de 0,5% (en termes réels et en série désaisonnalisée) par rapport au mois précédent (Inegi). Les dépenses en construction ont enregistré la plus forte baisse (-2,5%) alors que les dépenses en machinerie et équipement ont augmenté de 2,2%.

La consommation privée sur le marché intérieur a augmenté de 4,6% en mars 2018 par rapport à la même période de l'année précédente, soit sa plus forte hausse en 11 mois (Inegi). Les dépenses en biens importés ont connu une forte hausse de 7,3% tandis que les dépenses en biens d'origine nationale ont augmenté de 4,4% (+6,6% pour les biens et +2,2 pour les services).

En mai, les ventes de véhicules neufs au Mexique ont enregistré une baisse pour le 12^{ème} mois consécutif (Association Mexicaine des Distributeurs Automobiles). Près de 115 000 automobiles neuves ont été commercialisées durant le 5^{ème} mois de l'année, soit une diminution de 6,9% par rapport à la même période de l'année précédente. Volkswagen est le constructeur ayant enregistré la plus forte chute de ses ventes durant ce mois de mai (-20,1% g.a.), suivi par Nissan (-14,3%) et Ford (-11,5%).

En 2017, les pertes d'énergie ont coûté près de 47 Mds de pesos (2,3 Mds USD*) à la Commission Fédérale d'Electricité. En effet, 13,5% de l'énergie totale a été perdue dans le réseau de distribution en raison de connections obsolètes, de vols ou encore de factures impayées. Selon les estimations du gouvernement, ce chiffre serait en hausse de 26% par rapport à 2016.

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,31 MXN

L'Institut des Finances Internationales (IIF) anticipe une sortie de capitaux sur le marché mexicain pour le 2nd semestre de l'année qui pourrait atteindre 15,2 Mds USD. Cela s'explique pour une augmentation généralisée de l'aversion au risque contre les émergents.

La BID recommande aux pays de l'Amérique Latine de créer « un marché unique » avec la fusion des 33 traités de libre-échange et accords préférentiels existants. Un tel marché unifié représenterait un potentiel d'échanges de 11,3 Mds USD/an supplémentaires (+3,5% par rapport aux échanges actuels) et de 100% des marchandises et biens libres de droits de douane (vs 90% aujourd'hui).

Finances publiques

Le déficit budgétaire du Mexique s'est creusé sur les 4 premiers mois de l'année. Les recettes du gouvernement ont atteint 1,7 Mds de pesos (83,7 MUSD*) entre janvier et avril soit une baisse de 15% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette chute s'explique principalement par la baisse de 16,7% (g.a.) de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) prélevé sur les carburants sur cette même période. Parallèlement, les dépenses publiques ont augmenté de 9,8% (g.a.) pour atteindre 1,8 Mds de pesos (88,6 MUSD*).

Entreprises et grands contrats

Entre janvier et mai 2018, le Mexique a enregistré une augmentation de la valeur des fusions et acquisitions de 6,486 Mds USD, soit une augmentation de 22,6% (g.a.). L'entreprise espagnole Transactional Track Record enregistre 136 opérations dans les 5 premiers mois de 2018, soit 23,6% plus que l'année précédente. Le secteur financier et le secteur immobilier et des assurances sont les secteurs ayant comptabilisé le plus de transactions avec respectivement 27 et 23 opérations.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 06/06/2018
Bourse (IPC)	+1,07%	-8,17%	45 195,93
Risque pays (EMBI+Mx)	+4,74%	+15,1%	221
Taux de change USD/Peso	+2,94%	+11,1%	20,31
Taux de change Euro/Peso	+4,19%	+16,2%	23,90
Prix du baril de pétrole (USD)	+0,22%	+50,3%	63,04

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Les prix des dérivés du pétrole ont augmenté suite aux événements géopolitiques entre les Etats Unis et l'Iran. Le prix d'un gallon (4,5 litres) de carburant passe à 4,2 USD au Costa Rica, 4 USD au Nicaragua, 3,8USD en Honduras, 3,6 USD au Salvador, 3,6 USD au Guatemala, et 3,3 USD au Panama. L'OPEP et les autres producteurs dirigés par la Russie vont se réunir le 22 juin dans l'optique d'augmenter la production de baril pour satisfaire la demande mondiale.

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Le taux d'intérêt passif baisse de 0,05% passant de 6% à 5,95%, et restera inchangé jusqu'à la semaine prochaine. La banque centrale indique également que le taux effectif en dollar diminue pour une quatrième semaine consécutive, et atteint 2,3%.

Le Ministre des Finances présente au Congrès des coupes budgétaires et demande une réforme budgétaire pour faire face au déficit de 6,2% du PIB. Les mesures proposées devraient permettre une réduction du déficit budgétaire de 1,6 à 1,7 point de pourcentage. Ces mesures sont une première étape d'une stratégie nationale qui s'oriente vers une

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,31 MXN

réforme de l'emploi public, une refonte institutionnelle et un système fiscal plus progressif et conforme avec le niveau de productivité du pays. Les mesures n'impliqueront pas de licenciement dans le secteur public et n'affecteront pas les dépenses sociales.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le bilan suite à l'éruption du Volcan de Fuego est lourd, tant sur le plan humain qu'économique : 75 morts, près de 200 portés disparus et plus de 1,7 millions de personnes affectées par la catastrophe naturelle. Les 3 départements touchés, essentiellement agricoles, verront également leurs économies fortement perturbées. En effet, les cultures d'exportation telles que le sucre, le café et certains fruits et légumes, ainsi que les cultures de maïs ou de haricot ont été détruites par l'éruption et les pluies de cendre volcanique qui s'en sont suivies. Les pertes sont encore difficiles à quantifier mais l'association Nationale du Café (Anacafé) estime que 15% à 20% des cultures de café ont été affectées dans les départements d'El Rodeo, d'Escuintla et d'Alotenango (soit entre 1540 et 2055 plans de café) et que près de 2000 plans ont été détruits dans le seul département de Chimaltenango.

Le gouvernement de Jimmy Morales annonce la mise en place d'un plan de reconstruction suite à l'éruption du volcan de Fuego. Luis Miguel Ralda, le ministre de la défense, explique que le plan consiste en la récupération des victimes (1,7 millions), la construction de logements pour les personnes sinistrées, et le nettoyage des routes encombrées. Carlos Soto, Ministre de la santé, assure qu'il y a suffisamment d'aliments et de médicaments pour prendre en charges les 476 blessés.

Le Guatemala a un système d'irrigation unique en Amérique centrale, basé sur un fonctionnement avec panneaux solaires. Le projet pilote d'installation de 1000 panneaux photovoltaïques (initié en 2016), lancé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAGA) et financé par le Fond International pour le Développement, a eu un coût d'un demi-million de dollars. Cette technologie permet de substituer les moteurs diesel en générant de l'énergie verte mais également de réduire les coûts en électricité. Actuellement, le MAGA travaille sur 29 projets de ce type afin de lutter contre la sécheresse dans les aires rurales.

L'égalité des genres permettrait d'impulser de 32% la croissance des entreprises au Guatemala, d'après une étude des Nations Unies. La brèche salariale est de 32% au Guatemala et le Congrès de Femmes leaders de la Chambre de commerce du Guatemala est un exemple de regroupement souhaitant réduire les inégalités hommes/femmes dans le pays. On note que l'inclusion des femmes est également limitée par le facteur culturel (souvent à charge des enfants) et par l'importance du secteur informel : seule 1 femme sur 10 issues du milieu rural a accès à un emploi formel.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

L'institut hondurien du café (Ihcafé) prévoit une baisse de 14% des ventes à l'étranger pour la saison 2017-2018 par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due à la diminution du prix moyen de quintal de café, qui passe de 145 USD pour 2016-2017 à 123 USD pour cette saison.

Le secteur textile est le moteur de l'industrie hondurienne, il représente 30% du PIB du pays. A titre d'exemple, l'entreprise canadienne Gildan vient d'investir 98 MUSD pour construire une usine textile dont les opérations seront lancées cette année. Le textile a reçu un total de 240 MUSD d'investissement en 2017 (selon la Banque Centrale du Honduras). Les exportations du secteur pour 2017 ont été de 4 Mds USD (contre 3,9 Mds USD en 2016) et pourraient atteindre 7,2 Mds USD en 2020, selon les estimations.

Le secteur de la construction au Honduras est le plus dynamique d'Amérique Centrale avec 7,8% de croissance au cours des trois dernières années. Le pays dépasse ses voisins : le Guatemala enregistre 5,3% sur la même période, suivi du Nicaragua avec 3,1% et du Salvador avec 1,8%. La tendance semble confirmer le fort dynamisme de ce secteur : la Chambre Hondurienne de Construction (CHICO) prévoit une hausse de 5 à 5,5% pour 2018-2019.

Les « multilatins » montent en puissance au Honduras. En effet, les facilités et avantages d'implantation qu'offre le Programa Honduras 20/20 ont attiré les investisseurs latino-américains. Plusieurs entreprises de la région (Guatemala, Salvador, Colombie et Mexique en particulier) s'intéresseraient notamment au secteur de la construction. Le secteur privé serait à l'origine de 80% des flux économiques dans le pays. Cette hausse des investissements intra-régionaux est

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,31 MXN

une tendance que l'on retrouve dans l'ensemble de l'Amérique centrale avec une forte présence des investisseurs colombiens, panaméens et mexicains.

L'entreprise nord-américaine Green4U investit 20 MUSD pour lancer la première usine de fabrication de véhicules électriques au Honduras. L'entreprise a financé la fabrication et l'assemblage de 12 modèles de véhicules électriques. Celle-ci se concentrera sur les voitures de ville, les SUV et pick-up. Green4U a 25 ans d'expérience dans le secteur et possède des usines d'assemblage sur plusieurs continents (Ecosse, Vietnam, Australie et, maintenant, Honduras).

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

L'ensemble des pertes du Nicaragua suite à la crise sont estimées à 600 MUSD, le secteur du tourisme étant le plus touché avec un bilan de 170 MUSD de pertes. La situation reste instable et les prochains chiffres de la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et social permettront de faire état d'un bilan officiel.

Le Nicaragua a enregistré un taux d'inflation interannuel de 5,2% en mai, soit une variation mensuelle de 0,55% (Banque Centrale). Cela s'explique principalement par l'augmentation des prix du transport (+1,76%), des aliments et boissons non alcoolisées (+0,85% g.m.) et de la restauration et de l'hôtellerie (+0,41%).

Durant les 4 premiers mois de l'année, les transferts de fond (remesas) reçus par le Nicaragua ont augmenté de 12% (g.a.) pour atteindre 482 MUSD (Banque Centrale). La majorité de ces remesas proviennent des Etats-Unis (55,4%), suivis par le Costa Rica (19,7%) et l'Espagne (11,1%).

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Le FMI réduit ses prévisions de croissance pour le Panama à 4,6% pour 2018, en partie en raison de la grève de 30 jours du secteur de la construction au cours du 2^{ème} trimestre 2018, ayant paralysée 95% des chantiers nationaux.

En l'absence de Banque Centrale, les autorités bancaires du pays élaborent un projet de loi pour créer un Fonds de liquidité. Face à la vulnérabilité au manque de liquidité, l'Association Bancaire de Panama (ABP), la Superintendance des banques (SBP) et la Banque nationale de Panama (BNP) analysent l'ébauche d'un projet de loi pour un créer un fonds de liquidité. En 2013, le FMI a suggéré aux autorités de créer un Fonds de prêts en dernier recours. Le FMI a élaboré les lignes directrices pour l'amélioration du processus de résolution, dont les mécanismes de vente d'actifs et la création d'une banque relais. La SBP indique que le régime n'utiliserait les titres de la dette souveraine que comme garantie de liquidité à court terme afin de donner plus de profondeur et de liquidité au marché des obligations souveraines. Le projet envisage de nommer la BNP administrateur du Fonds et de lui allouer un montant de 500 MUSD à ce titre.

La dette du secteur public non financier (SPNF) a augmenté de 41% en 3 ans sous l'administration Varela, s'élevant à 24,7 Mds USD en avril 2018 (soit une hausse de 6,8 Mds USD). L'exécutif annonce de surcroît demander un assouplissement momentané de la règle de responsabilité budgétaire à hauteur de 300 MUSD afin de compenser les effets de la longue grève de la construction sur l'activité, de réactiver plusieurs projets d'infrastructure et d'éviter ainsi la perte d'environ 20 000 emplois. Cette exemption devrait s'accompagner d'une tentative d'amendement de la loi de responsabilité elle-même afin de dégager au moins un demi-point de PIB supplémentaire de marge de déficit budgétaire.

Le nouveau terminal de l'aéroport international de Tocumen devrait commencer ses opérations en janvier 2019. Le constructeur Odebrecht devait initialement finir la construction en octobre 2018, un retard en partie expliqué par la grève d'un mois de SUNTRACS. Ce nouveau terminal permettra la mise en opération de 20 nouvelles portes d'embarquement et l'accueil de 20 millions de passagers par an.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

Les exportations salvadoriennes ont augmenté de 6% (g.a.) entre janvier et avril 2018 pour dépasser la barre des 2 Mds USD (Banque Centrale). 80% de ces exportations ont été à destination de seulement 5 pays : Etats-Unis (42%), Honduras (14,5%), Guatemala (13,5%), Nicaragua (7,5%) et Costa Rica (4,3%).

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,31 MXN

Le Salvador est le pays d'Amérique centrale le moins attractif pour les investisseurs étrangers, d'après une étude de la Fondation Nationale pour le Développement (FUNDE). Le secteur externe (IDE, exportations et transferts de migrants) a permis un maintien du dynamisme de l'économie avec une croissance prévue entre 2 et 2,2% pour 2018. Cependant, l'emploi formel a ralenti, le gouvernement (déjà endetté) a eu des dépenses inattendues (campagne électorale pour 2019) et le pays reste dépendant de l'extérieur dans le secteur énergétique. Une nouvelle émission de dette a été votée et devrait permettre de rétablir la confiance sur les marchés internationaux afin d'attirer à nouveau les flux d'IDE.

Un appel d'offres pour 20 MW d'énergie photovoltaïque et 8MW de biogaz va être lancé au Salvador. L'entreprise de distribution DELSUR gère cet appel d'offre et établira un contrat de 15 ans pour répondre à la demande d'un total de 41 000 foyers : l'investissement est estimé à 58 MUSD.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

En 2017, la Banque caribéenne de développement (CDB) a approuvé des prêts et des interventions d'assistance technique d'un montant de 364 MUSD, soit une augmentation de 18% par rapport à 2016. Les remboursements des pays membres emprunteurs ont augmenté de 13% pour atteindre 233 MUSD. Par ailleurs, la CDB estime une reprise de la croissance économique pour 2017 de 0,5%, en moyenne, dans les pays membres. Cette reprise s'explique par le rebond du prix du pétrole, le dynamisme du tourisme et de la construction. La Banque alerte cependant sur la faiblesse des équilibres budgétaires, l'endettement du secteur public et la nécessité d'accroître la compétitivité économique et la stabilité macroéconomique pour une croissance durable. La Banque prévoit une croissance régionale de 1,8% en 2018, en raison de l'amélioration de la croissance mondiale.

Bahamas

2016 – PIB : 9,05 Mds USD | Pop : 0,4 M hbts

Le budget pour l'année 2018/19 présente une hausse de la TVA de 7,5 à 12%, en plus d'exonérations sur certains produits. La hausse de la TVA associée à la baisse des droits de douanes et d'autres exonérations ont été au cœur de l'élaboration du budget avec pour objectif de rendre possible l'adhésion des Bahamas à l'OMC en 2019.

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Le gouvernement annonce la suspension des paiements de la dette commerciale externe et cherche le soutien du FMI pour un programme d'ajustement. Suite à l'audit des liquidités externes et de la situation budgétaire, la nouvelle administration a identifié des arriérés qui n'étaient pas inclus dans les chiffres de la dette publique. En les prenant en compte, la dette atteindrait plus de 175% du PIB. Les réserves s'établissaient à 220 MUSD, fin mai 2018, ce qui correspond à 7 semaines d'importations, selon la Banque centrale. Le Premier Ministre, Mme Mia Mottley, a invoqué ces circonstances exceptionnelles pour justifier la venue d'une mission du FMI afin de négocier un programme d'ajustement dont elle assume la probable sévérité. Les paiements aux créanciers commerciaux extérieurs sont suspendus et une concertation va être lancée avec l'ensemble des créanciers en vue d'une possible restructuration de la dette publique. La Barbade a vu sa notation de crédit être réduite par l'agence régional CariCRIS (Caribbean Information & Credit Rating Services Limited) à « CariC », niveau équivalent à un grade spéculatif.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La Banque mondiale a approuvé une aide de 90 MUSD. Grâce à un don de 75 MUSD, l'Association Internationale de Développement (IDA) financera des infrastructures routières secondaires dans le sud du pays. Un second projet sur l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'information statistique, financé par un don de 15 MUSD de l'IDA, contribuera à la création d'un système intégré de gestion des informations financières et au renforcement des institutions de gestion des finances publiques. Le projet d'accessibilité et de résilience rurale en Haïti sera mis en œuvre par le Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Communications, tandis que le projet d'amélioration de la gestion des finances publiques sera exécuté par le ministère de l'Économie et des Finances sur une période de cinq ans.

La Banque Centrale Haïtienne (BRH) injectera 100 MUSD sur le marché avant la fin de l'exercice fiscal 2017-2018, via le marché des changes. Cette action rentre dans le cadre des mesures pour améliorer l'offre de devises sur le marché local des changes.

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,31 MXN

Le recouvrement de la Direction Générale des Impôts (DGII) augmente de 13% sur le premier trimestre 2018. Alors que sur les trois premiers mois de 2017 la DGII avait collecté 98,3 Mds DOP (2 Mds USD) d'impôts, elle annonce un recouvrement de 110,9 Mds DOP (2,3 Mds USD) sur la même période en 2018. Par ailleurs, les revenus fiscaux globaux, regroupant ceux des Douanes, de la DGII et de la Trésorerie Nationale, augmenteront de 19% en 2018.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.